



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**STRATÉGIE
2026-2030**

Vietnam

SOMMAIRE

SOMMAIRE.....	2
1. DIAGNOSTIC ET TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT.....	3
2. BESOINS EXPRIMÉS EN TERMES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET ATTENTES VIS-A-VIS DES BAILLEURS, Y COMPRIS VIS-À-VIS DE LA FRANCE.....	7
3. STRATEGIE DU GROUPE AFD AU VIETNAM	11
ANNEXE 1. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU VIETNAM.....	17
ANNEXE 2. RESSOURCES CARTOGRAPHIQUES.....	18
ANNEXE 3. CADRE DE REDEVABILITE.....	21
ANNEXE 4. PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'INTREVENTION DE L'AFD EN ASIE DU SUD-EST	22
ANNEXE 5. NIVEAU D'ATTEINTE DES ODD AU VIETNAM.....	24

1. DIAGNOSTIC ET TRAJECTOIRE DE DEVELOPPEMENT

1.1 Progrès effectués sur les 10 dernières années

Le Vietnam : une trajectoire dynamique, entre succès socio-économiques et tensions environnementales

Au cours des dix dernières années, le Vietnam s'est affirmé comme l'un des pays émergents les plus dynamiques d'Asie du Sud-Est, voire du monde. Son développement s'inscrit dans la continuité des réformes engagées depuis le début du *Đổi Mới* (renouveau) lancé en 1986, et amorce aujourd'hui une nouvelle phase marquée par des ambitions fortes en matière de modernisation économique, de transformation administrative et d'engagements climatiques.

Le pays a enregistré **30 années de croissance ininterrompue**, avec un PIB en hausse constante et importante (6,8 % de moyenne depuis 2014). Le pays a ainsi franchi en 2017 le cap de pays à revenu intermédiaire de tranche inférieure (PRITI), et vise désormais à devenir un pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure (PRITS) avant 2030. Cette trajectoire s'est accompagnée notamment d'une **forte réduction de l'extrême pauvreté** : de plus de 45 % au début des années 1990 à moins de 0,9 % aujourd'hui. L'accès aux services de base (ODD 1, 3, 4, 6) s'est également significativement amélioré : **éducation, électricité, eau potable** sont désormais largement accessibles, même dans les zones rurales et montagneuses.

Depuis 2017, le Vietnam a également entrepris une réforme de sa gestion de la dette publique, en adoptant des règles budgétaires plus strictes et en renforçant la transparence fiscale. Le ratio dette/PIB, qui approchait les seuils de vigilance en 2016 (60 %), a été stabilisé en dessous de 40 % du PIB (2023-2025), notamment grâce à une limitation des garanties publiques et un encadrement plus rigoureux de l'endettement. Le pays privilégie désormais les emprunts concessionnels et les partenariats public-privé (PPP) pour financer ses infrastructures et n'autorise pas les emprunts publics pour des activités de « soft » (formation, éducation, santé, etc.). Cette prudence budgétaire s'inscrit dans une stratégie de préservation de la soutenabilité macroéconomique, essentielle pour conserver la confiance des investisseurs internationaux et des institutions financières multilatérales.

Avec un PIB principalement tiré par les exportations et dans un contexte de tensions commerciales croissantes entre les États-Unis et la Chine, le Vietnam a profité **de la stratégie dite "Chine +1"**, adoptée par de nombreuses multinationales pour diversifier leurs bases de production. Grâce à ses **coûts salariaux compétitifs**, sa **proximité géographique avec la Chine**, son électricité abordable et un environnement politique stable, le pays a attiré un afflux massif d'IDE industriels, notamment dans les secteurs de l'électronique, du textile, et de l'assemblage.

Cependant, cette réussite s'accompagne aussi **d'inégalités qui se creusent** (ODD 10), notamment entre zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre régions côtières dynamiques et zones de montagne moins accessibles. Le modèle économique reste très dépendant des **investissements directs étrangers (IDE)**, qui représentent **70 % de ses exportations**.

De plus, cette croissance rapide s'est faite **avec des impacts environnementaux** : pollution de l'air, raréfaction des ressources en eau, déforestation, perte de biodiversité (ODD 13, 14, 15). La période 2015-2025 a ainsi été marquée par une **hausse continue des émissions de gaz à effet de serre**, compromettant les engagements climatiques du pays.

Le Vietnam a néanmoins pris lors de la COP26 (2021) un **engagement fort en faveur la neutralité carbone d'ici 2050 (NZE 2050)**. Cette orientation stratégique suppose une **transformation du tissu économique** et une meilleure articulation entre **croissance économique et transition énergétique** (ODD 7, 12, 13). Toutefois, la **sécurité énergétique** reste une priorité, ce qui ralentit le déploiement massif d'énergies renouvelables. Néanmoins, la stratégie d'investissement dans le secteur de la production d'électricité (PDP8) a été révisée récemment, avec un objectif de croissance de la part d'énergies renouvelables à l'horizon 2030 (70 % de la capacité installée y.c. l'hydroélectricité), ce qui impose de prioriser les investissements permettant le renforcement du réseau de transmission ; et le Gouvernement a réaffirmé en 2025 son objectif de décarbonation de l'économie.

Ainsi, le niveau d'investissement nécessaire pour atteindre les objectifs de Pays à revenu élevé en 2045 et Net Zero, a été estimé par la Banque mondiale à **plus de 350 Mds USD** ; dont 65 % pour les actions permettant l'adaptation du pays au changement climatique, aujourd'hui réalisées principalement au niveau des provinces. Cette part importante d'investissements en faveur de l'adaptation est liée au fait que le Vietnam figure parmi les pays les plus exposés et sensibles aux aléas climatiques physiques dans le monde, en particulier aux événements extrêmes tels que les inondations (côtières et fluviales), le stress thermique, les précipitations extrêmes et les tempêtes.

1.2 Les défis encore présents, comment le pays cherche à y répondre

Le Vietnam ambitionne de devenir un **pays à revenu élevé, décarboné et résilient d'ici 2045, ce qui implique une évolution vers l'étape de pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure (PRITS) à court terme**. Cette trajectoire suppose non seulement de **maintenir une croissance rapide**, mais aussi d'opérer une transformation profonde de son modèle de développement. Le pays doit ainsi relever une série de **défis structurels, environnementaux, technologiques et institutionnels**, tout en préparant sa sortie progressive du statut de pays en développement.

De fait, le Vietnam est l'un des pays les plus exposés aux impacts du changement climatique : montée du niveau de la mer, inondations, salinisation des sols dans le delta du Mékong et du fleuve Rouge, événements extrêmes de plus en plus fréquents, etc. L'enjeu est de passer d'une posture de **gestion de crise** à une approche d'**adaptation planifiée**, notamment par la modernisation de l'agriculture, la relocalisation des populations à risque, et l'amélioration de la gouvernance climatique territoriale (ODD 13). L'objectif est de **cerner précisément les impacts locaux du changement climatique** pour **prioriser les investissements d'adaptation**.

De plus, l'engagement vers la **neutralité carbone à l'horizon 2050 (NZE 2050)** nécessitera également des efforts colossaux. Il s'agira d'**augmenter la capacité énergétique tout en réduisant l'intensité carbone** avec une diminution progressive de la part du charbon dans le mix énergétique, une montée en puissance des énergies renouvelables (et du nucléaire), ainsi qu'une amélioration de l'efficacité énergétique. Le secteur des **transports** doit lui aussi évoluer rapidement, avec l'introduction de **technologies propres**, une meilleure intermodalité, ainsi que des incitations à l'électrification (ODD 7, 9, 11). Ces transformations supposent **des investissements massifs, des réformes réglementaires et une coopération technologique internationale**.

Pour répondre à ces défis, le Vietnam a donc adopté **quatre résolutions clés** :

- **Simplifier les procédures administratives** pour accélérer l'investissement.
- **Renforcer la gouvernance des investissements publics**, pour maximiser le taux de décaissement.
- **Structurer un environnement favorable à l'innovation et au transfert de technologie**.
- **Soutenir activement les entreprises locales à fort potentiel d'exportation**.

Ainsi, le pays a amorcé en 2025 une **révolution institutionnelle**. Cette dernière est présentée comme l'avènement d'une nouvelle ère, qui pourrait s'avérer être une transformation équivalente à celle du *Đổi Mới* et qui ambitionne d'atteindre les objectifs de croissance et de transition fixés par le Parti. Elle se décline selon deux grands axes :

a) Une refondation administrato-politique

Cette refondation concerne les trois niveaux de l'appareil d'Etat vietnamien :

- **Le gouvernement**, resserré, avec la fusion des ministères, passant de 22 à 17¹, et l'administration centrale, rationalisée avec une fonction publique renouvelée dans ses cadres, et réduite en niveaux intermédiaires et en effectifs (de l'ordre de 20%²). De la réduction de la fonction publique, est escomptée à la fois le dégagement de marges budgétaires pour financer la politique de croissance et l'alignement aux standards internationaux d'efficacité de l'Etat ;
- **L'administration territoriale**, réorganisée autour de 34 provinces (au lieu de 63 jusqu'alors) et des communes avec la suppression de l'échelon des districts.

Elle vise une efficacité accrue de l'appareil d'Etat, en renforçant à la fois (i) la cohérence (et le contrôle) des politiques publiques, et (ii) le processus de décentralisation, en responsabilisant les centres de décision à tous les niveaux.

b) Une transformation structurelle économique

Tout en confirmant les engagements internationaux de l'Accord de Paris et de soutenabilité environnementale du pays, l'objectif du Vietnam est l'accès au rang de pays à revenu élevé, passant de 4.282 \$/hab. en 2025 - niveau proche des pays à revenus intermédiaire de la tranche supérieure (4.515 \$/hab.), à plus de 14.005 \$/hab. à horizon 2045. **Sa stratégie de croissance repose à cet effet sur la réalisation de grandes infrastructures publiques de connectivité (y compris ferroviaire), de transition énergétique (y.c. nucléaire) et d'économie numérique ; le développement du secteur privé domestique, en favorisant l'émergence de grands groupes vietnamiens et formalisant le tissu des PME.**

Cette ambition de la croissance compte sur l'innovation et le développement technologique comme moteurs de cette transformation structurelle de l'économie³, qui seront nourris par un renforcement de la recherche appliquée comme des partenariats universités / entreprises ainsi qu'un transfert accru de technologie et de savoir-faire.

¹ Ainsi, le ministère des Finances intègre les fonctions du Plan ; le ministère de la Construction absorbe les Transport, le nouveau ministère de l'Agriculture et de l'environnement regroupe les attributions précédentes de l'Agriculture et des Ressources naturelles et de l'environnement (MONRE).

² Les autres organismes d'Etat devraient connaître une réduction de 40 % de leurs effectifs. Un total de 100.000 emplois serait concerné (The Economist).

³ Voir Tran Van Ho (2023) *Viet Nam's Conditions for Sustained Growth to Become a High-Income Country: How to Escape from the Middle-Income Trap?* in Kimura F. & al. eds., *Viet Nam 2045: Development Issues and Challenges*, ERIA.

1.3 Positionnement régional

Le Vietnam, situé au cœur de l'Asie du Sud-Est, renforce depuis plusieurs années sa coopération avec l'**ASEAN** et les **Nations Unies**, privilégiant le multilatéralisme pour préserver sa souveraineté.

Le Vietnam maintient également des relations équilibrées avec les autres puissances régionales, notamment **le Japon et la Corée du Sud**, qui sont parmi ses principaux investisseurs, lui permettant de limiter sa dépendance économique vis-à-vis de la Chine.

Le Vietnam est un partenaire clé de la France **et de l'Europe dans la région Indopacifique**, en favorisant les échanges commerciaux, technologiques et humains. C'est sous sa présidence de l'ASEAN que la France a accédé au statut de Partenaire de Développement de l'ASEAN en 2020. Le pays capitalise sur son appartenance à l'**Organisation Internationale de la Francophonie** pour développer sa présence commerciale, notamment vers l'**Afrique**.

Sur le plan régional, le Vietnam entretient des **affinités socio-politiques avec le Laos**, et participe activement aux discussions autour du **Mékong**, dans le cadre de la *Mekong River Commission* (MRC). Il vise également une **intégration accrue dans les infrastructures régionales**, à travers des projets comme l'**ASEAN Power Grid**, pour développer ses capacités d'exportation énergétique, ainsi que les **connexions logistiques avec la Chine et le Cambodge**.

Ainsi, le Vietnam mène une diplomatie souple, fondée sur le multilatéralisme et la diversification de ses partenariats avec un même objectif : renforcer sa position sans compromettre sa souveraineté.

1.4 Opportunités et leviers de changement

Le Vietnam entre dans une phase décisive de son développement économique et institutionnel, marquée par une volonté affirmée de renouvellement politique, économique et administratif. Cette dynamique s'inscrit dans le prolongement des principales résolutions adoptées lors du XIII^e Congrès du Parti communiste vietnamien en 2021, notamment en matière de modernisation de l'appareil d'État, de renforcement de l'efficacité administrative et de promotion d'un secteur privé plus compétitif.

Le XIV^e Congrès national, qui s'est tenu en janvier 2026, représente un jalon important. Les orientations stratégiques y ont été définies, posant les bases de la prochaine décennie. Ce Congrès a été l'occasion pour les autorités vietnamiennes de confirmer un tournant vers une gouvernance économique plus agile, transparente et orientée vers les résultats, avec un accent renouvelé sur l'innovation, la durabilité et l'intégration internationale. **La stabilité politique du pays, largement reconnue dans la région, constitue à cet égard un atout fondamental : elle garantit une continuité des politiques publiques, une prévisibilité pour les investisseurs, et une capacité de mise en œuvre efficace des réformes engagées.**

L'un des leviers majeurs de transformation concerne la poursuite et l'approfondissement des **réformes administratives**. Le gouvernement a amorcé un processus de simplification des procédures, de digitalisation des services publics et de révision des cadres réglementaires. De plus, les révisions attendues d'un certain nombre de **décrets et résolutions sectorielles** visent à lever les obstacles juridiques et à accélérer la mise en œuvre des projets d'investissement – notamment dans les infrastructures, l'énergie et les technologies vertes. Ces ajustements doivent également favoriser une meilleure coordination entre les niveaux central, provincial et local, pour fluidifier les circuits de décision et améliorer la qualité des investissements et la prévisibilité pour les acteurs économiques.

Autre pilier stratégique : le **renforcement du rôle du secteur privé**, considéré comme un moteur clé de la croissance. Malgré les progrès réalisés, les entreprises privées – notamment les PME – font encore face à des obstacles administratifs, à un accès inégal au financement, et à une faible intégration dans les chaînes de valeur mondiales.

Le gouvernement vietnamien cherche à remédier à ces contraintes par la mise en place de **mécanismes d'appui ciblés**, de réformes fiscales et de politiques incitatives favorables à l'innovation. Des initiatives visent aussi à renforcer les partenariats public-privé (PPP), notamment pour répondre aux besoins croissants en matière d'infrastructures et de services publics de qualité.

Dans ce sens, dans le cadre de sa stratégie de développement à long terme, le Vietnam mise sur des **projets d'infrastructure d'envergure**, essentiels pour soutenir la croissance économique, réduire les disparités régionales et renforcer la connectivité logistique. Parmi les projets phares figurent la **deuxième phase de l'aéroport international de Long Thành**, destiné à devenir un hub majeur en Asie du Sud-Est, le **réseau autoroutier Nord-Sud**, dont plusieurs tronçons seront mis en service d'ici 2030, le développement ambitieux des lignes de métro à Hanoi (600km) et Ho Chi Minh (500km), le **projet emblématique de la ligne ferroviaire à grande vitesse** reliant Hanoi et Hô Chi Minh-Ville et la relance du nucléaire dans la province de Ninh Thuan. En parallèle, les investissements dans les ports maritimes, les infrastructures énergétiques (notamment les énergies renouvelables) et les villes intelligentes illustrent la volonté du gouvernement de moderniser rapidement le territoire national.

Avec ces projets d'envergure, le Vietnam souhaite favoriser des transferts de technologies à même de permettre à ses entreprises de faire un saut technologique et d'évoluer vers un savoir-faire permettant de se positionner au niveau international.

Le Vietnam bénéficie d'un **environnement économique international relativement favorable**, qui peut agir comme un catalyseur de transformation. La reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales, dans un contexte de tensions géopolitiques et de volonté de diversification des sites de production, pousse de nombreuses multinationales à déplacer ou étendre leurs capacités industrielles en Asie du Sud-Est, avec le Vietnam comme destination privilégiée. A cet égard, le nouveau quinquennat 2026-2030 ouvre aussi des perspectives dans le secteur des terres rares (CRM) dans lequel la France et l'Europe peuvent proposer des partenariats scientifiques et industriels. De plus, les accords commerciaux de nouvelle génération (EVFTA, CPTPP, RCEP) offrent un accès élargi aux marchés mondiaux, renforçant l'attractivité du pays pour les investissements directs étrangers (IDE).

Ses engagements internationaux en faveur du Climat et de l'environnement (JETP, NZE 2050, COP 26 & 27, BBNJ.) représentent également des leviers puissants de transition énergétique et d'adaptation des territoires afin d'atteindre les objectifs ambitieux pris par le gouvernement vietnamien, tout en mobilisant la finance internationale afin d'accompagner ces changements dans la durée.

À cela s'ajoute une stabilité macroéconomique relative, une main-d'œuvre jeune de plus en plus qualifiée, **et un environnement politique stable –trityque essentiel pour consolider la confiance des investisseurs et accélérer la transformation structurelle du pays.**

2. BESOINS EXPRIMÉS EN TERMES DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET ATTENTES VIS-A-VIS DES BAILLEURS, Y COMPRIS VIS-À-VIS DE LA FRANCE

2.1 Une exigence croissante vis-à-vis des financements internationaux

Le Vietnam présente aujourd'hui une trajectoire de développement remarquable, soutenue par une croissance économique robuste, une maîtrise budgétaire et un niveau d'endettement public relativement faible. Cette solidité macroéconomique lui permet d'aborder avec ambition les **grands défis de sa transformation structurelle, en particulier sa transition écologique, la modernisation de ses infrastructures et sa montée en gamme industrielle**.

C'est dans ce contexte, et afin de répondre à ses ambitions de développement, que le Vietnam semble vouloir changer sa politique d'endettement, avec un recours accru à des **financements extérieurs, dont la qualité, le coût, la flexibilité et la rentabilité sont désormais des critères centraux pour les autorités vietnamiennes**, ainsi que la capacité de répondre aux **enjeux de transfert d'expertise mais aussi technologique**.

Conformément à la réforme de l'aide engagée à partir des années 2010, le pays exprime une nette préférence pour des financements concessionnels, performants, **sans recours depuis 2017 aux appuis budgétaires directs**. Le Vietnam cherche ainsi à optimiser la rentabilité de l'aide publique au développement, en privilégiant des projets à fort effet de levier économique, social ou environnemental. L'accent est aussi mis sur le financement de **projets d'infrastructures clés**, tout en exigeant un alignement plus fort des bailleurs sur ses procédures nationales, une plus grande souplesse dans la mise en œuvre, ainsi qu'une meilleure coordination entre partenaires.

La stratégie de la « nouvelle ère » nécessite un changement de paradigme qui implique un repositionnement des bailleurs traditionnels. Ceux-ci sont désormais attendus non seulement comme **pourvoyeurs de ressources financières, mais également comme mobilisateurs d'expertises, d'investissements privés et de financements internationaux**, pour accompagner la transformation profonde du pays. En effet, dans une économie en cours de transition vers le « post-développement », le Vietnam souhaite, outre des financements attractifs, obtenir de la part des bailleurs et pays partenaires :

- Des transferts de technologies propres et avancées, particulièrement dans l'industrie, l'agriculture et l'énergie.
- Des formations et du renforcement des compétences locales, tant dans les institutions publiques que dans le secteur privé.

Le Vietnam vise une insertion dans les chaînes de valeur de produits plus complexes, destinés à l'export et à plus haute valeur ajoutée.

Le pays garde en ligne de mire les trajectoires économiques de la Corée du sud ainsi que du Japon, avec le souhait d'un **saut technologique important afin de poursuivre sa croissance dynamique et de pouvoir atteindre son objectif de pays développé d'ici à 2045**.

Le MOF (Ministère des finances Vietnamien) a confirmé en juin 2025 :

- La simplification envisagée des procédures s'appuyant sur une plus forte déconcentration des décisions au niveau provincial pour permettre d'accélérer la préparation et la mise en œuvre des projets ;
- L'examen plus favorable des financements budgétaires pour mobiliser des financements en faveur du large programme d'investissements en infrastructures stratégiques pour la « nouvelle ère » (énergie, transport...);
- Une ouverture pour moderniser le corpus réglementaire et intégrer des innovations pour favoriser les financements des infrastructures ou pour rétrocéder des financements aux institutions (SOEs / fonds / secteur financier), qui sont très limités par la réglementation.

La France, via l'AFD, est a priori bien positionnée pour répondre à ces nouvelles attentes, grâce à la diversité de ses outils et son positionnement stratégique sur les enjeux d'adaptation et d'atténuation des effets du changement climatique.

2.2 Une montée en puissance du secteur privé et du marché de financement

Dans un contexte de transition vers le statut de pays à revenu intermédiaire supérieur (PRITS), le Vietnam entend diversifier et approfondir le marché du financement du développement. Le pays met également l'accent sur la **mobilisation de ressources internes et la création d'un environnement favorable à l'investissement privé**, en particulier dans des secteurs porteurs comme l'énergie, les transports et les infrastructures numériques.

Le secteur privé est ainsi de plus en plus considéré comme un moteur central du développement, notamment pour **le financement d'infrastructures de production d'électricité, de transport, et des services urbains**. Pour soutenir cette dynamique, les autorités vietnamiennes souhaitent un renforcement du secteur bancaire, avec un accès élargi aux financements long terme, via des lignes de crédit dédiées, des garanties ou des instruments de partage des risques.

Parallèlement, les partenariats public-privé (PPP) sont encouragés dans le secteur des transports, avec une évolution récente de la loi pour favoriser l'implication d'un secteur privé selon des schémas qui restent à définir. **L'attente vis-à-vis des bailleurs est ici double : apporter un appui technique à la structuration de projets financièrement viables, tout en soutenant le développement de cadres incitatifs et transparents pour attirer les investissements privés.**

Le développement du marché de la finance verte constitue également une priorité, dans le cadre de l'engagement du Vietnam en faveur d'une croissance bas carbone. Le pays a récemment émis sa première obligation verte souveraine et ambitionne de développer un écosystème financier favorable à la transition écologique, avec l'appui d'acteurs bilatéraux et multilatéraux. Ainsi, l'AFD finance actuellement un appui technique au Ministère des Finances, réalisé par Expertise France (EF), afin de l'accompagner dans la création d'un marché de crédits carbone ainsi que dans la structuration de son offre de finance verte.

La capacité du Groupe à répondre à ses différents enjeux via les outils proposés par l'AFD ou PROPARCO est un élément favorable.

2.3 Des besoins sectoriels spécifiques et importants

Les besoins exprimés par le Vietnam varient fortement selon les secteurs, mais convergent **vers une logique de diversification des sources de financement, une réduction de la dépendance aux financements souverains, et une exigence croissante de résultats**. Ainsi, dans les principaux domaines d'intervention de l'AFD, le pays se met à la recherche de différents types de financements :

- **Pour les infrastructures énergétiques : un besoin de financements privés et non souverains.** Face à une demande énergétique en forte croissance et à ses engagements de neutralité carbone à horizon 2050, le Vietnam doit développer massivement ses infrastructures de production et de transport d'énergie, notamment dans les énergies renouvelables. Les autorités privilégient le recours au financement privé et aux mécanismes non souverains, afin de ne pas alourdir la dette publique. En effet, la transition énergétique du Vietnam constitue l'un des piliers de sa stratégie de neutralité carbone d'ici 2050. Le coût estimé de cette transition est extrêmement élevé : selon les autorités vietnamiennes et les partenaires internationaux, près de **134 milliards de dollars d'investissements seront nécessaires d'ici 2030**. Ces besoins couvrent notamment le développement massif des énergies renouvelables, la modernisation du réseau électrique, l'efficacité énergétique, ainsi que l'arrêt progressif des centrales à charbon.
- **Dans le secteur du transport : un modèle de financement en cours de structuration.** La taille des investissements nécessaires pour les projets d'infrastructure de très grande échelle nécessitera de combiner les modalités de mobilisation de ressources (recours aux partenariats public-privé et au financement souverain notamment). Les nombreux projets de métro (respectivement 10 et 7 lignes d'ici 2035 pour Hanoi et HCMV), de voies ferrées (LGV Nord Sud mais aussi décarbonation et modernisation des lignes existantes) et des ports, nécessitent des financements mixtes, combinant ressources publiques et apports privés via les PPP.
- **Au niveau financier : développement des lignes de crédit au secteur privé.** Le développement du crédit à long terme pour les entreprises est crucial. Les autorités vietnamiennes appellent à la mise en place de lignes de crédit thématiques, notamment pour la transition énergétique ou l'agriculture durable et résiliente.
- **Pour l'adaptation face au changement climatique.** Le Vietnam attend des bailleurs internationaux qu'ils soutiennent sa **transition vers un modèle de croissance plus durable, moins dépendant du carbone et plus résilient aux aléas climatiques**. Le cumul des effets climatiques et anthropiques en fait l'un des plus territoires les plus exposés. Ainsi, **les autorités vietnamiennes souhaitent voir se poursuivre les appuis aux (nouvelles) provinces** selon le schéma actuel de prêt souverain à l'Etat rétrocédé aux provinces.

2.4 Des attentes vis-à-vis des bailleurs et de la France en particulier

Le Vietnam s'est engagé à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et à réduire considérablement ses émissions d'ici 2030. Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le pays compte sur le **soutien des bailleurs internationaux et des pays partenaires pour honorer ses Contributions Déterminées au niveau National (CDN)**. Cela implique :

- **La poursuite des financements auprès des provinces** (indication par le MOF que la fusion entre les provinces ne devrait pas entraîner une augmentation substantielle du montant unitaire des projets)
- **L'accompagnement des mégaprojets d'infrastructures en particulier dans le secteur des transports et de l'énergie**
- **Une capacité d'intervention en non souverain et en appui du secteur privé**, pilier du développement du Vietnam dans le cadre de la « nouvelle ère ».
- **Une capacité à accompagner des approches en aide budgétaire** pour le financement de projets sectoriels (montant minimum de 200M€ et tarification favorable).

Après l'effondrement de la mobilisation de financement public extérieur après 2020, le Vietnam retrouve de l'appétit pour l'endettement extérieur public pour servir ses objectifs de croissance à deux chiffres dans la durée et atteindre le statut de pays à revenu élevé d'ici 2045.

Sur 2016-2020, la mobilisation de financement extérieur public représentait 27,2 Mds USD. Fort d'une politique restrictive d'endettement pour réduire le ratio de dette / PIB et de règles contraignantes d'endettement (niveau de concessionnalité), elle est passée à moins de 3,8 Mds USD mobilisés sur la période 2021-25 (42 conventions de financement).

Face (i) aux marges de manœuvre financière très largement retrouvées, et (ii) au fort besoin d'investissement en infrastructure, le Vietnam ambitionne de **mobiliser 38 Mds USD (X10 par rapport à la période 2021-26)** de financement extérieur public sur 2026-2030 principalement à travers des financements concessionnels (86%), mais aussi des prêts liés (14%).

Pour atteindre cet objectif, les autorités :

- Ont engagé depuis début 2025 une simplification des règles et les procédures d'endettement et une plus grande autonomie et responsabilisation des acteurs locaux (notamment à travers les décrets 242 et 119).
- Envisagent d'accélérer la mobilisation des financements budgétaires (auquel elles avaient quasiment renoncé), tout en poursuivant aussi les financements projets (qui restent les plus difficiles à déployer avec la nécessité de suivre les standards d'instruction des bailleurs et de respecter les diligences E&S internationales).

Les projets viseront en priorité à moderniser les infrastructures nationales en lien avec la transition énergétique, les transports, la transition numérique, l'innovation technologique et l'adaptation aux changements climatiques.

Les principaux partenaires de développement du Vietnam pour la période 2026-2030 identifiés seraient les suivants :

- Banque asiatique de développement (BAD/ADB) : 12MdsUSD.
- Banque mondiale (BM/WB) : 11MdsUSD.
- KEXIM (Corée du Sud) : 4 Mds USD.
- JICA (Japon) : 3,3 Mds USD.
- AIIB (Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures) : 2,5 Mds USD.
- Chine : 2 Mds USD.
- OFID (Fonds de l'OPEP pour le développement international) : 1 Md USD.

D'autres partenaires importants figurent également dans la liste, notamment la KfW (700 M USD), la France (y inclut l'AFD) (700 M USD), l'Espagne (350 millions USD) et le FIDA (250 M USD).

Dans ce contexte, la France, partenaire stratégique global du Vietnam depuis 2024 est perçue comme un partenaire capable de proposer un modèle de développement innovant, équilibré, combinant performance économique et cohésion sociale. À ce titre, le Vietnam encourage la France à développer :

- Des **investissements directs** dans des secteurs stratégiques : ville durable, mobilité urbaine, santé, agriculture durable.
- Un **soutien aux PME vietnamiennes** via des mécanismes de cofinancement ou de garantie.
- Une **collaboration renforcée en matière d'innovation** et de recherche appliquée, notamment dans les technologies vertes.

En matière de coopération éducative, la France pourrait poursuivre son soutien :

- **Aux établissements d'enseignement francophones** comme l'USTH (Université des Sciences et Technologies de Hanoi) ;
- A la **mobilité étudiante**, avec davantage de bourses, d'échanges universitaires et de double-diplômes ;

- A l'enseignement du français dans le système scolaire public, via le réseau FLAM et les partenariats avec l'AEFE.

Enfin, dans le cadre de la transition écologique, le **Partenariat pour une Transition Énergétique Juste (JETP) signé fin 2022 entre le Vietnam et un groupe de bailleurs internationaux (dont la France via l'AFD pour un montant de 500 M USD) représente un engagement stratégique**. Il prévoit la mobilisation de 15,5 Mds USD, répartis entre financements publics concessionnels et investissements privés, pour appuyer cette transition dont les objectifs sont :

- Le cofinancement de projets d'envergure dans le domaine des énergies renouvelables et du renforcement du réseau.
- L'accompagnement des opérateurs vietnamiens dans la conversion de centrales thermiques au charbon.
- L'accompagnement pour assurer la justice sociale de la transition avec un volet important de formation, réflexion stratégique, conduite du changement, etc.

La mise en œuvre effective du JETP repose toutefois sur la capacité à identifier des projets concrets, à structurer des financements innovants et à garantir la transparence des mécanismes de suivi. Ainsi l'AFD joue ici un rôle-clé, en tant qu'acteur de confiance, capable de structurer les interventions climat, d'accompagner les réformes sectorielles et de mobiliser l'écosystème financier international autour des objectifs du Vietnam. Cette action de l'AFD permet également à la France d'occuper une position de leader dans l'accompagnement du Vietnam dans sa transition, et la mise en œuvre du partenariat stratégique global entre la France et du Vietnam.

Ce partenariat ancre non seulement les liens politiques et économiques de la France et du Vietnam et consacre également **un engagement commun en faveur d'un développement durable et inclusif**. Il prévoit ainsi un renforcement de la coopération dans les domaines prioritaires du Vietnam, notamment la transition énergétique, l'adaptation au changement climatique, la formation professionnelle, la santé et le développement urbain durable.

Lors de la visite du Président de la République en mai 2025 à Hanoi, trois sujets ont été mis en avant comme priorités de la coopération bilatérale sur les secteurs couverts par l'AFD :

- **La transition énergétique** (JETP) avec l'objectif français de promouvoir sa technologie nucléaire
- **Le secteur du ferroviaire**, avec une attention particulière sur la ligne à Grande Vitesse (LGV) Nord-Sud pour laquelle la France a une expérience (SNCF) et une technologie pionnière existante (Alstom)
- **Le secteur des terres rares** avec la mobilisation du BRGM

Cette ambition politique légitime l'intensification de l'action du Groupe AFD, notamment à travers le **soutien aux politiques publiques, la mobilisation de cofinancements européens, et l'approfondissement du dialogue technique avec les ministères sectoriels**. Actif au Vietnam depuis 1994, avec des engagements cumulés supérieurs à 3,5 Md€, le Groupe AFD est aujourd'hui un pilier du partenariat France – Vietnam. **Sa flexibilité et sa capacité d'adaptation aux besoins du Vietnam en ont fait un partenaire de confiance, pour l'accompagner dans sa transition verte et durable**⁴.

⁴ Le Groupe est intervenu en 30 ans sur des secteurs aussi variés que l'agriculture, l'irrigation, les transports, la production et la transmission d'électricité, le développement urbain, la formation professionnelle, les infrastructures d'adaptation au changement climatique et l'appui au secteur bancaire ; signe d'une grande adaptabilité face au développement accéléré du pays.

3. STRATEGIE DU GROUPE AFD AU VIETNAM

3.1 Cadre d'intervention de l'AFD

Cette nouvelle stratégie d'intervention pour la période 2026-2030 s'inscrit dans la mise en œuvre du cinquième Plan d'Orientation Stratégique (POS V) du Groupe AFD, du Plan National de Développement 2026-2030 du Vietnam, de la Vision Vietnam 2045, du Partenariat stratégique global entre la France et le Vietnam conclu en octobre 2024, et de la stratégie d'Investissement Solidaire et Durable de la France au Vietnam, tout en respectant les priorités du CICID.

Sur la période 2026-2030, le Groupe AFD **accompagnera le Vietnam dans son ambition de devenir une économie à revenu élevé, décarbonée et durable à horizon 2045**. Ainsi, le groupe AFD fera évoluer son offre :

- Vers une approche de « mobilisation » accrue des partenaires qui permettra de maintenir un niveau d'activité élevé de l'AFD ;
- En répondant aux besoins d'investissements du secteur privé s'inscrivant dans la stratégie de PROPARCO (protection de la planète et réduction des inégalités) ;
- En facilitant la croissance des activités d'Expertise France, plus visible et plus active, notamment auprès de l'Union Européenne.

En capitalisant sur la légitimité du Groupe AFD auprès de ses partenaires et sur les relations de confiance bâties depuis plus de 30 ans, dans un contexte de contrainte budgétaire accrue pour l'AFD et d'opportunités pour Expertise France et Proparco, le Groupe permettra de mettre en valeur les capacités du secteur privé français et européen en développant des partenariats France-Vietnam favorables à des opportunités d'affaires.

Le Groupe AFD vise d'ici à 2030 :

- **Une réponse adaptée aux besoins évolutifs du Vietnam dans une ère de transition vers une économie en post-développement - #du côté des autres**

Le positionnement et la reconnaissance de l'AFD par ses partenaires, proviennent de sa capacité à s'adapter aux besoins du Vietnam depuis 1994 et à y apporter des réponses concrètes, un accompagnement efficace et des financements attractifs.

Pour la période 2026-2030, le Groupe AFD devra se positionner sur les nouveaux enjeux stratégiques du pays, dont l'objectif est de devenir un PRITS d'ici à 2028. Ce positionnement passera par une aptitude à savoir répondre à des demandes de projets plus ambitieux, plus technologiques, plus stratégiques, tout en facilitant le renforcement de capacités et les échanges de haut niveau entre pairs français/vietnamiens.

- **Des impacts 100% ODD et 100% climat dans des domaines structurants pour l'atteinte des objectifs de développement vert du Vietnam : énergie, transports, adaptation au changement climatique des territoires :**

100% des activités du groupe participant à l'atteinte des ODD :

- Par un accompagnement de la transition énergétique ambitieuse du Vietnam ;
- Par la décarbonation des transports au service de villes et communautés durables ;
- Par des investissements dans la résilience du pays face aux impacts du changement climatique.

Une ambition renouvelée et accrue des impacts du Groupe AFD avec :

- Une meilleure prise en compte des questions de genre dans la mise en œuvre de ses projets ;
- Le financement d'infrastructures majeures aux plus hauts standards E&S ;
- Un objectif ambitieux de préservation de la biodiversité.

- **Un dispositif #Groupe AFD plus visible au Vietnam**

- Avec Expertise France Vietnam intervenant sur l'ensemble des orientations stratégiques, qui doublera son volume d'activités en s'appuyant sur une équipe réorganisée et mieux identifiée au sein de l'Equipe France, de la Team Europe, de la communauté du développement et des partenaires vietnamiens ;
- Avec PROPARCO, profitant de la dynamique de croissance au Vietnam pour s'y consolider (1^{er} pays d'exposition dans la zone), en particulier à travers le soutien aux acteurs privés du secteur financier, aux projets d'énergie renouvelable et au secteur productif ;
- Avec une utilisation complète et optimisée des synergies Groupe afin de proposer des offres de financement et d'accompagnement complémentaires et uniques dans l'écosystème des bailleurs internationaux.

- **Une mobilisation partenariale accrue afin de s'inscrire dans l'ambition du Vietnam d'avoir une croissance à 2 chiffres.**

L'AFD au Vietnam gère actuellement 90M€ de fonds délégués de l'UE avec une cible à 130M€ dès 2026. L'objectif du Groupe AFD sera de faire appel à la mobilisation d'autres bailleurs (en priorité européens) afin de pouvoir se positionner sur les projets les plus impactants, et ainsi répondre aux besoins formulés par les partenaires vietnamiens par l'UE.

L'AFD s'appuiera ainsi sur une stratégie d'alliance et d'influence (ODD 17) pour lui permettre de peser au-delà de ses financements, en mobilisant l'équipe France, en articulant au mieux les instruments de coopération disponibles, et grâce à la Team Europe et certains partenaires clés au Vietnam comme la Banque Asiatique de Développement afin de soutenir des infrastructures stratégiques d'envergure.

Concrètement, l'AFD se fixe deux objectifs opérationnels (3.1 et 3.2) :

- **Accélérer la transition énergétique en favorisant l'émergence d'une économie décarbonée et nette-zéro d'ici 2050 (focus sur les ODD 7, 9, 11, 12 et 13) ;**
- **Favoriser la résilience de l'économie pour mieux résister aux impacts du changement climatique (focus sur les ODD 6, 11, 15 et 13)**

3.1.1 Accélérer la transition énergétique : énergie et transports afin d'accompagner l'objectif Net Zero Emission 2050 (NZE 2050) du Vietnam

i. **Energie : financer des infrastructures stratégiques concourants au JETP et au NZE 2050**

Quatre ans après la COP26 de Glasgow⁵ et 30 mois après la validation du JETP VN⁶, la récente révision du cadre pluriannuel de référence pour la validation des investissements dans le secteur de l'énergie (PDP8 - avril 2025) marque une réelle volonté de converger de manière opérationnelle vers le NZE 2050 et les indicateurs du JETP.

De manière plus spécifique, le Groupe AFD se focalisera sur :

- Le financement direct d'infrastructures stratégiques publiques favorisant la **sécurité énergétique** et l'**intégration des énergies renouvelables** (réseaux intelligents ; dispatching, transmission, distribution, stockage) ;
- Le financement d'infrastructures de **production d'énergie renouvelable** en particulier via les producteurs indépendants d'électricité locaux et internationaux (solaire, éolien, extension hydroélectrique) et des mesures d'efficacité énergétique au niveau du secteur industriel ;
- Le financement de **coopérations techniques** ciblées auprès des opérateurs comme EVN ou PVN, du Ministère des finances (MOF) pour la modélisation économique de la transition énergétique NZE 2050, du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement pour la gestion des minerais critiques de la transition, du Ministère de l'Industrie et du Commerce (MOIT) en charge de l'énergie, en valorisant le savoir-faire français.

Ainsi, l'AFD jouera un rôle-clé de structuration des partenariats durables avec des acteurs clés (EVN / BIDV PVN / MAE) de financement des interventions stratégiques, d'accompagnement des réformes et de mobilisation de l'écosystème financier international. Cette action de l'AFD qui s'appuie notamment sur la facilité UE - Energy Transition Facility (ETEF - 40 M€ qui court jusqu'en 2034) permettra à la France d'occuper une position de leader dans l'accompagnement du Vietnam dans sa transition énergétique.

Principales réalisations 2026 – 2030

La période permettra de valoriser les infrastructures livrées par la filiale d'EVN en matière de distribution dans le sud du pays (EVN-SPC - 2026) et de la filiale d'EVN en matière de transmission (EVNNPT - 3 projets 500 Kv - Binh Duong Dong Nai – 2027-2028). Le financement de la station de pompage Turbinage Bac Ai, dont l'AFD assure la coordination, sera signé dès 2026 et livré en 2031.

En matière de nouveaux financements, il sera privilégié de :

- La poursuite des financements en faveur de EVN et des filiales d'EVN pour renforcer le réseau (EVNNPT), moderniser la distribution dans les grands centres urbains et augmenter la production en énergie renouvelable avec des cofinancements en Team Europe ;
- Un partenariat avec PVN et ses filiales (PV Power) pour financer des projets d'énergie renouvelable.

⁵ Lors de la COP26 à Glasgow, le Premier ministre PHAM Minh Chinh a fixé un objectif de zéro émission nette de carbone d'ici à 2050, et s'est engagé à éliminer progressivement la production d'électricité à partir du charbon d'ici à 2040 en signant le Global Coal to Clean Power Transition Statement.

⁶ Le Vietnam s'est également engagé fin 2022 dans un Partenariat pour une Transition Énergétique Juste (JETP) avec les pays du G7 et des acteurs du secteur privé afin d'accélérer sa transition bas carbone avec des engagements étrangers à hauteur de 15,5 Md\$, dont 500 M€ concernent les engagements de la France via l'AFD.

L'activité de l'AFD sur ce segment s'appuiera sur les fonds de la Facilité ETEF (subvention de 40M€), dont elle assure la gestion au bénéfice de la Team Europe pour améliorer la qualité des projets et leur convergence vers des standards internationaux, ainsi que le renforcement des capacités des entreprises publiques du secteur. Expertise France joue un rôle majeur en assurant le secrétariat de la facilité ETEF. Selon les opportunités, l'AFD travaillera en cofinancement avec la Team Europe et les banques de développement comme la BAD et AIIB. Le Groupe AFD suivra avec attention les évolutions en matière d'interconnexions régionales, en lien avec l'ASEAN Power Grid.

Les actions de recherche et de coopération technique valorisent une expertise dans le dialogue de politique publique. Le programme GEMMES 2 mettra à disposition une série de travaux de recherches (2025-2026) dont la modélisation des impacts macroéconomiques de la transition énergétique au Vietnam, et ses impacts sociaux et environnementaux. Le programme d'assistance technique opéré par le BRGM auprès du MAE (2025-2026) contribuera notamment à améliorer le cadre de gouvernance des minerais de la transition. Le groupe AFD explorera les pistes et opportunités de financement en lien avec le Service Economique pour positionner au mieux l'offre française dans ce domaine. Enfin, la phase 2 du programme de coopération technique avec le Ministère des finances sur les finances publiques vertes (2025-2027) opéré par Expertise France, facilitera les mesures institutionnelles visant à diversifier les sources de financements de la transition énergétique (marché carbone, taxation environnementale, obligations vertes). Plus globalement, l'AFD rehaussera son niveau de dialogue de politique publique avec la partie Vietnamiennne pour accompagner la trajectoire de transition énergétique à travers des programmes de coopération technique ciblés à définir dans le cadre du JETP.

Suivant les besoins du secteur privé et des conditions du marché de l'électricité, Proparco pourra soutenir le développement de nouvelles capacités de production ENR via le financement direct de projets *utility-scale*, mais aussi soutenir le développement de dispositif de toiture solaire.

ii. Transports

Dans la continuité de l'Accord de Paris et en lien avec l'objectif NZE 2050, le Vietnam a décliné ses ambitions pour la décarbonation du secteur des transports (décision 876/QD-TTg, décision No. 1679/QD-BGTVT). D'ici 2050, le montant d'investissement requis est estimé à 1 225 Mds USD. Si ces projets d'infrastructures sont majoritairement domestiques, le Groupe AFD suivra avec attention les projets d'interconnexion avec les pays voisins, notamment la ligne Laos-Vietnam.

Pour répondre à ces besoins, l'AFD mettra en place la Facilité « *Vietnam's Transport Facility* » (VTF) abondée par l'UE à hauteur de 40 M€ en subvention avec un effet de levier attendu de 1 Md €. Cette Facilité mise en œuvre entre 2026 et 2035 vise à préparer et accompagner des projets de décarbonation (ferroviaire, fluvial, mobilité urbaine) à financer en format Team Europe.

Cette Facilité permettra de positionner l'offre française sur les projets d'investissements financés sur ce secteur (ingénierie, matériel roulant, systèmes, infrastructures). De manière plus spécifique, l'AFD se focalisera sur :

- La promotion d'une **connectivité nationale** bas-carbone de passagers et de fret à travers un transport ferroviaire et fluvial résilient ;
- Le développement d'une **mobilité urbaine** sûre, accessible, abordable, durable et financièrement soutenable dans sa transition verte ;
- Le dialogue sectoriel en matière de **décarbonation des transports** tout favorisant la participation du secteur privé européen, et en renforçant les capacités locales.

Cette Facilité viendra s'ajouter à une subvention UE de 10 M€ déléguée à l'AFD pour financer les études préparatoires du projet d'extension de la ligne 3 du métro de Hanoï.

Le dialogue et la coopération dans le domaine des transports se structureront autour de deux protocoles d'entente signés en 2024 entre l'AFD et :

- La ville d'Hanoï centré sur les transports urbains durables ;
- Le Ministère de la Construction centré sur l'accompagnement dans la mise en œuvre de la décarbonation des transports ferrés, fluviaux et maritimes.

Principales réalisations 2026 – 2030

En matière de mobilité urbaine, l'AFD travaillera essentiellement avec la ville de Hanoï dans le cadre du MoU signé en octobre 2024 pour approfondir la coopération autour du système de métro. Les projets suivants sont envisagés :

- Inauguration de la phase 1 de la ligne 3 du métro de Hanoï : l'inauguration complète de la phase 1 de la ligne 3 du métro de Hanoi soutenue par l'AFD, DGT, BAD et BEI devrait intervenir d'ici 2028, et constituera un jalon important de la coopération France / Vietnam ;
- Phase 2 de la ligne 3 du métro de Hanoï : En s'appuyant sur la subvention UE de 10 M€ signée en 2021, l'AFD finalisera la préparation du projet d'extension de la ligne 3 du métro de Hanoï de la gare centrale à Hoang Mai. Ce projet évalué à 2 Mds€ pourrait être cofinancé par l'AFD et plusieurs co-financiers dont la BAD et la KfW ;

- Projet Hanoï Mobilité Durable (HMD) : l'AFD étudiera avec la ville de Hanoï le projet d'investissement pour le développement de pôles d'échanges intermodaux notamment le long de la ligne 3 du métro ;
- Projet d'atténuation du changement climatique et l'amélioration de la qualité de l'air en Asie du Sud-Est (SEACAI) : mise en place d'un observatoire de la qualité de l'air et de suivi des émissions de polluants de courte durée en ASEAN. Ce projet est mis en œuvre par l'IRD et cofinancé par l'AFD, FFEM et GIZ. Ce projet a été signé en 2025, et doit être mis en œuvre sur 2025-2029 ;

En matière de transport ferroviaire, l'AFD poursuivra son soutien au Ministère de la Construction (MOC) à travers de l'assistance technique, du financement de projet et du dialogue sectoriel :

- Mise en œuvre du programme d'assistance technique SNCF international pour le renforcement des capacités sur la grande vitesse et l'électrification du réseau (2025-2027) auprès du MOC : ce programme inclut des formations sur-mesure au Vietnam et au Maroc avec l'implication de l'Institut de Formation Ferroviaire (IFF) franco-marocain. Une phase 2 sera préparée par Expertise France dans le cadre de la facilité VTF ;
- Poursuivre les efforts visant à structurer une offre pour le projet LGV Hanoï-Ho Chi Minh Ville, notamment par l'adoption de standards européens, si le choix était fait ultérieurement d'avoir recours à de l'APD.

L'AFD explorera avec Expertise France et en lien avec l'UE le meilleur moyen de répondre aux enjeux de formation professionnelle dans le secteur ferroviaire.

En matière de transport fluvial, l'AFD envisagera une prospection active auprès du MOC en prêt souverain, notamment pour la réhabilitation de corridors fluviaux de fret sur Hanoï-Haiphong et dans le delta du Mékong.

Dans son effort de diversification, l'AFD poursuivra aussi les échanges auprès de l'entreprise publique Vietnam Maritime Corporation (VIMC) sur le verdissement de sa flotte et les infrastructures portuaires et fluviales.

Proparco pourra compléter l'action de l'AFD en matière de décarbonation des transports, en cas de montage de projets publics avec recours à de la dette levée par le secteur privé (transports ferrés) et/ou d'initiatives privées (mobilité électrique dans les transports urbains et fluviaux).

iii. Approche transversale en matière d'appui à la transition énergétique

Prêt budgétaire à la politique de la transition verte

Ecartés depuis 2017 de sa politique d'endettement, le Ministère des finances montre un regain d'intérêt en faveur des financements budgétaires concessionnels pour soutenir sa stratégie d'investissements et de réformes dans le cadre de sa transition verte, comme en témoigne les développements récents avec la JICA et la KfW (2025-2026). Les multiples expertises mobilisées par le Groupe AFD dans le cadre de cet objectif spécifique (transition énergétique / décarbonation des transports / finance verte) associées à sa capacité de dialogue avec les institutions dans ces secteurs constituerait un socle solide à valoriser pour structurer une offre de prêt de politique publique « transition juste et verte » selon les besoins de l'administration vietnamienne.

Une intervention selon cette approche et dont les montants resteraient contenus sur la période serait très complémentaire aux interventions sous forme d'investissements et d'assistances techniques, et renforcerait la capacité de dialogue en faveur des politiques de transition.

3.1.2 Favoriser la résilience de l'économie pour mieux résister aux impacts du changement climatique.

Le Vietnam est l'un des pays non insulaires les plus exposés aux effets du changement climatique. L'adaptation au changement climatique est cruciale et considérée par le gouvernement comme l'une des priorités pour réduire le niveau de vulnérabilité, les impacts sociaux et les coûts associés pour l'économie. La Stratégie Nationale sur le Changement Climatique (NSCC) jusqu'en 2050, a été approuvée par le Premier Ministre en 2022. Le plan national d'adaptation au changement climatique 2021-2030 et vision 2050, cadre bien les priorités en matière d'adaptation au changement climatique, notamment aux niveaux des provinces.

L'AFD reste l'un des rares bailleurs de fonds à avoir démontré dans ce domaine (i) une capacité à intervenir auprès des provinces (financement souverain rétrocédé selon l'approche « 1 projet, 1 province »), avec un historique récent d'interventions dans près de 10 provinces (financement en cours) et (ii) une légitimité sectorielle avec des dialogues engagés sur les différents sujets abordés (gestion de l'eau / résilience urbaine et érosion côtière ...).

Cette démarche s'appuie sur la mobilisation et la gestion d'une Facilité européenne sectorielle dédiée (WARM), mise en place en 2021 et active jusqu'en 2033.

Principales réalisations 2026 – 2030

Au regard du portefeuille existant, la période 2026-2030 verra l'achèvement et l'inauguration d'infrastructures résilientes au changement climatique et contribuant l'adaptation du territoire et des populations à travers la gestion des inondations dans de nombreuses provinces (Ninh Binh, Dien Bien, Quang Tri, Hau Giang, Nghê An, Bac Kan, Son La), la lutte contre l'érosion côtière (Quang Nam, Ca Mau), la lutte contre les sécheresses (Ninh Thuan), engagées sur la période 2021-2025. Ces réalisations représentent plus de 250 M€ d'infrastructures résilientes au changement climatique, qui auront un impact sur la vie de nombreux ménages vietnamiens.

Les principaux prospects concernent l'instruction de projets souverains rétrocedés en matière de gestion des inondations et d'aménagements urbains (Hoa Binh (province de Phu Tho), potentiellement Lang Son) et de gestion des territoires (Vinh Long), pour un montant d'engagement de moins de 200 M€ en souverain rétrocedé à ces provinces sur la période 2026-2028.

Ces interventions qui auront été signées sur la période 2020-2028 seront l'opportunité avec l'appui de la facilité WARM, de renforcer le partage d'expériences et le dialogue autour des politiques publiques à conduire au niveau national, provincial et communal pour renforcer sur le territoire l'adaptation au changement climatique (planification, approche fondée sur la nature, système d'alerte, gestion des bassins versants) de même que les mécanismes de prise en charge structurelle de ces approches au niveau national ou provincial. Proparco pourra également être active sur cette thématique en soutenant des entreprises de l'agro-industrie développant des projets de capital naturel et/ou solutions fondées sur la nature (agro-écologie, permaculture et agriculture régénérative, agriculture durable intégrée avec préservation des écosystèmes, etc.).

3.2 Objectifs opérationnels transversaux

Soutenir le déploiement de la Finance climat et durable

Le soutien au secteur privé constitue une priorité pour le passage à l'échelle de certaines pratiques et l'ancrage de la finance climat (atténuation et adaptation) au Vietnam. Le Groupe AFD a démontré depuis 2021 sa capacité à travailler avec le secteur bancaire public comme privé (ligne de crédit, émissions obligataires), mais aussi le Ministère des finances en matière de développement de la finance climat (émissions obligataires souveraines, marché carbone) et durable.

Ces efforts seront poursuivis et fructifiés en sériant les partenariats au regard de leur valeur ajoutée. L'AFD mettra en œuvre les financements en cours combinés avec de l'assistance technique (BIDV, Agribank), mais s'éloignera progressivement du produit « ligne de crédit » bonifié. Les financements à conditions de marché seront privilégiés comme c'est déjà le cas pour Proparco auprès des contreparties bancaires privées ; le développement de nouveaux produits (participation et/ou garantie d'émissions obligataires vertes et durables, potentiellement en tant qu'*anchor investor*, *sustainability linked bonds/loans*, etc.) sera recherché, en particulier quand ils peuvent avoir un effet catalytique pour la mobilisation du secteur privé tout en générant des cobénéfices climat et de développement durable significatifs. L'AFD favorisera aussi les approches permettant au système financier vietnamien une mobilisation financière à plus grande échelle de l'épargne locale, voire internationale à travers les émissions obligataires des banques, des entreprises ou de l'Etat et le développement des mécanismes de marché (marché carbone).

Renforcer les synergies et combiner l' « atténuation » et « l'adaptation »

Les infrastructures visant la transition énergétique soutenus par le Groupe feront l'objet d'analyses détaillées pour bien intégrer la dimension « adaptation au changement climatique » pour améliorer leur viabilité. De même, le dialogue avec les entreprises et le secteur financier s'étendra aux risques climatiques à long terme et aux modalités pour les soutenir. Le dialogue doit aussi permettre d'aboutir à développer une finance climat, en faveur de l'atténuation et de l'adaptation.

De même, les projets labélisés « adaptation » disposent de potentiels d'atténuation significatifs (séquestration de carbone, solutions fondées sur la nature, méthodes culturelles dans les territoires bénéficiant d'aménagements d'adaptation), qu'il s'agira de renforcer autant que possible.

Préserver les écosystèmes

Dans le cadre de ses financements, le Groupe AFD portera une attention particulière à la préservation des écosystèmes et aux enjeux de biodiversité dans ses différents domaines d'intervention. Il s'agira de construire un dialogue avec les différents bénéficiaires (provinces, entreprises publiques, secteur privé et banques) pour les sensibiliser aux questions de biodiversité dès le début des instructions, et d'engager des analyses permettant de ne pas nuire et de gérer les impacts résiduels acceptables selon les exigences de l'AFD, dans des délais raisonnables. Pour ce faire, le Groupe pourra se reposer sur le protocole d'entente signé en 2025 avec WWF Vietnam. Ce dialogue

s'établira aussi avec le régulateur pour rehausser les ambitions et améliorer la prise en charge de ces questions dans la réglementation.

3.3 Une démarche partenariale renforcée par une forte mobilisation financière et un dialogue ciblé

L'AFD cherchera à amplifier ses impacts en se positionnant sur des infrastructures stratégiques dans une démarche active de mobilisation financière :

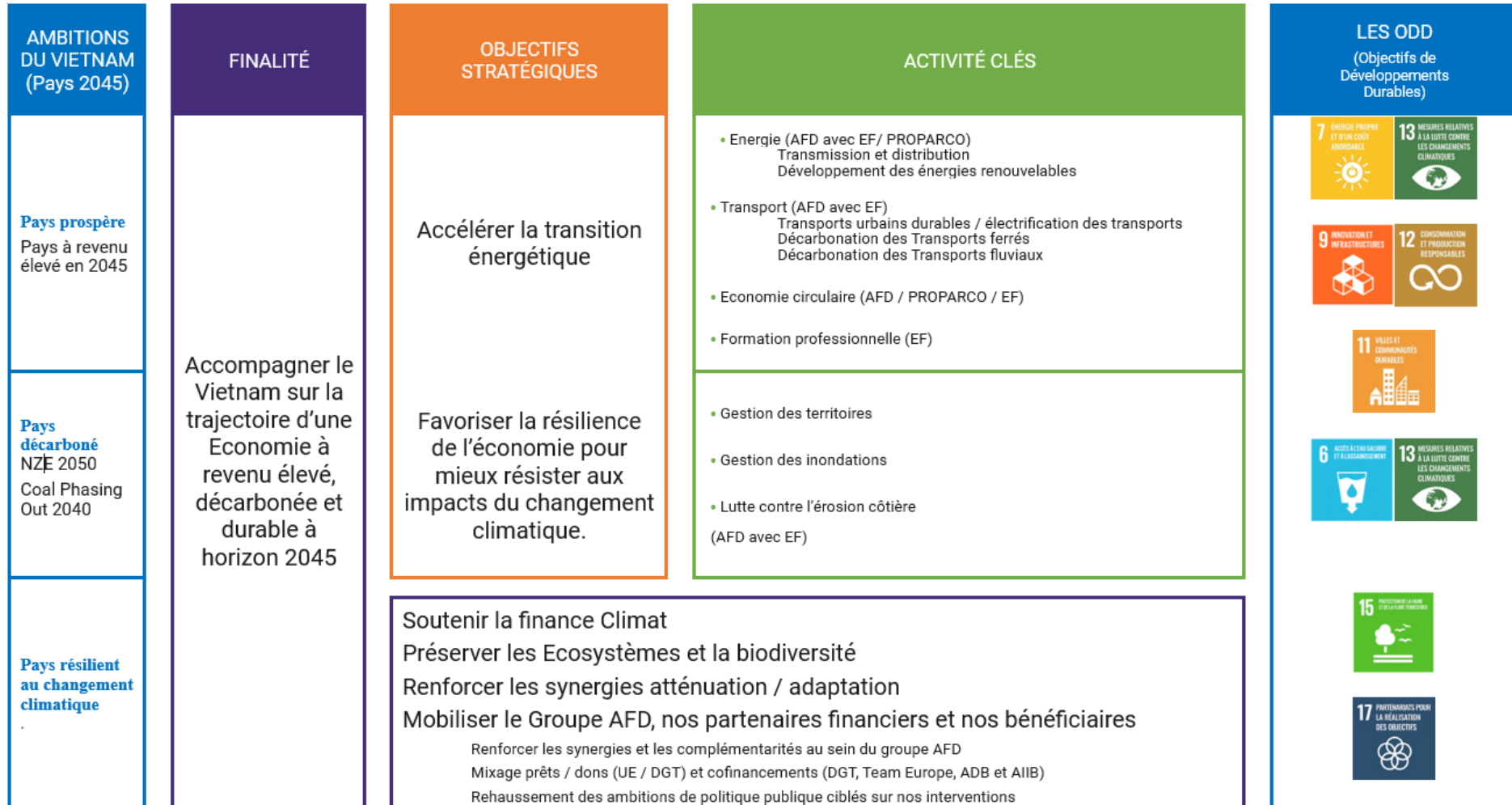
- En s'appuyant sur les délégations de fonds UE (90 M€) obtenues entre 2021-2025 (WARM / ETEF / ML3.2) et celle à venir avec VTF en 2026 (40 M€) ;
- En mobilisant la Team Europe (BEI, KfW, CDP, ...) et mais aussi les principales banques multilatérales de développement ou encore selon les besoins la Banque Asiatique de Développement pour des cofinancements permettant de cibler des projets stratégiques et de plus forte taille.

L'objectif envisagé est de s'associer à ces partenaires pour mobiliser et faciliter des financements pour plus de 2,5 Mds € sur la période, principalement dans l'énergie et le transport.

Bénéficiant de ressources durables, notamment via les facilités européennes, et de la confiance de ses partenaires, l'AFD a l'ambition d'être une plateforme de mobilisation des savoirs (échanges d'expériences), des technologies et de l'expertise française et européenne pour accroître sa valeur ajoutée et être perçu comme un partenaire aidant, incontournable pour atteindre les ambitions du Vietnam, pour la mise en œuvre du Partenariat stratégique Global VN-FR et de la stratégie Global Gateway de l'Union européenne.

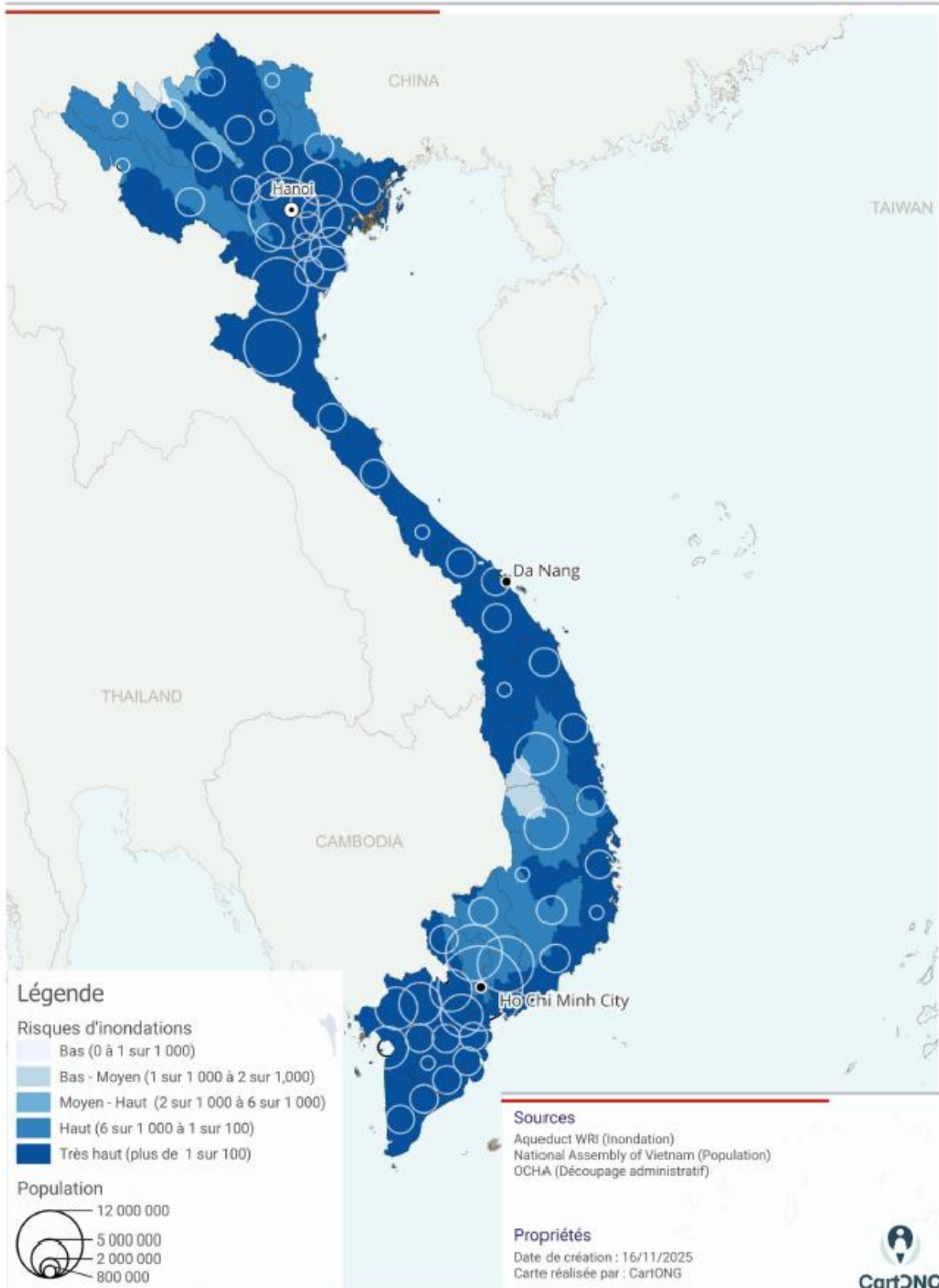
Enfin, l'agence continuera à appuyer les partenariats de coopération décentralisée et la société civile à travers la FICOL et le guichet Initiative-OSC, en promouvant un alignement avec les nouveaux secteurs d'intervention du Groupe lorsque pertinent. Le portefeuille société civile demeure actif au Vietnam avec près de 14 projets soutenus en 2025, dont 10 portés par des OSC françaises et 4 par des OSC vietnamiennes.

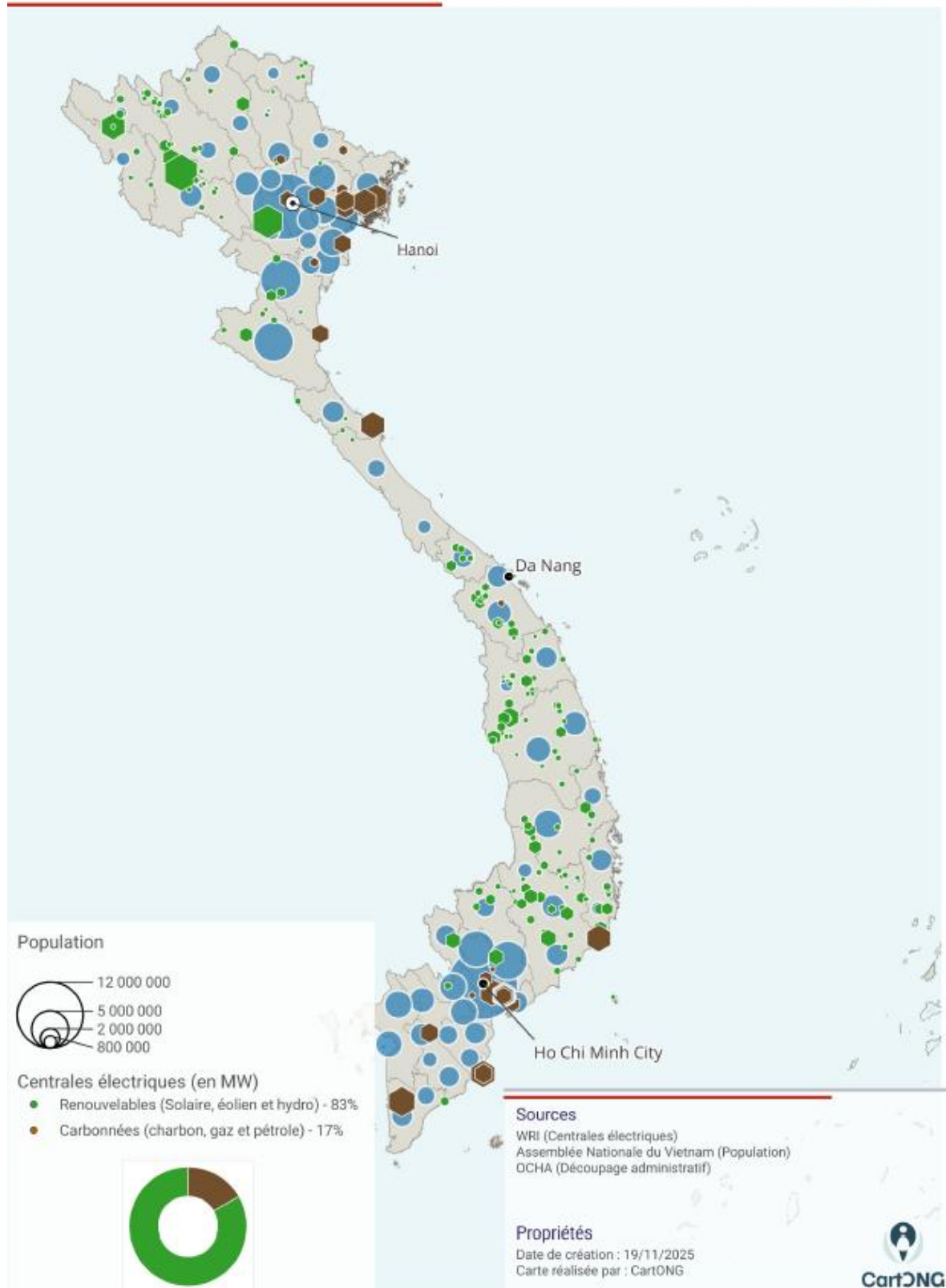
ANNEXE 1. CADRE LOGIQUE D'INTERVENTION DU GROUPE AFD AU VIETNAM

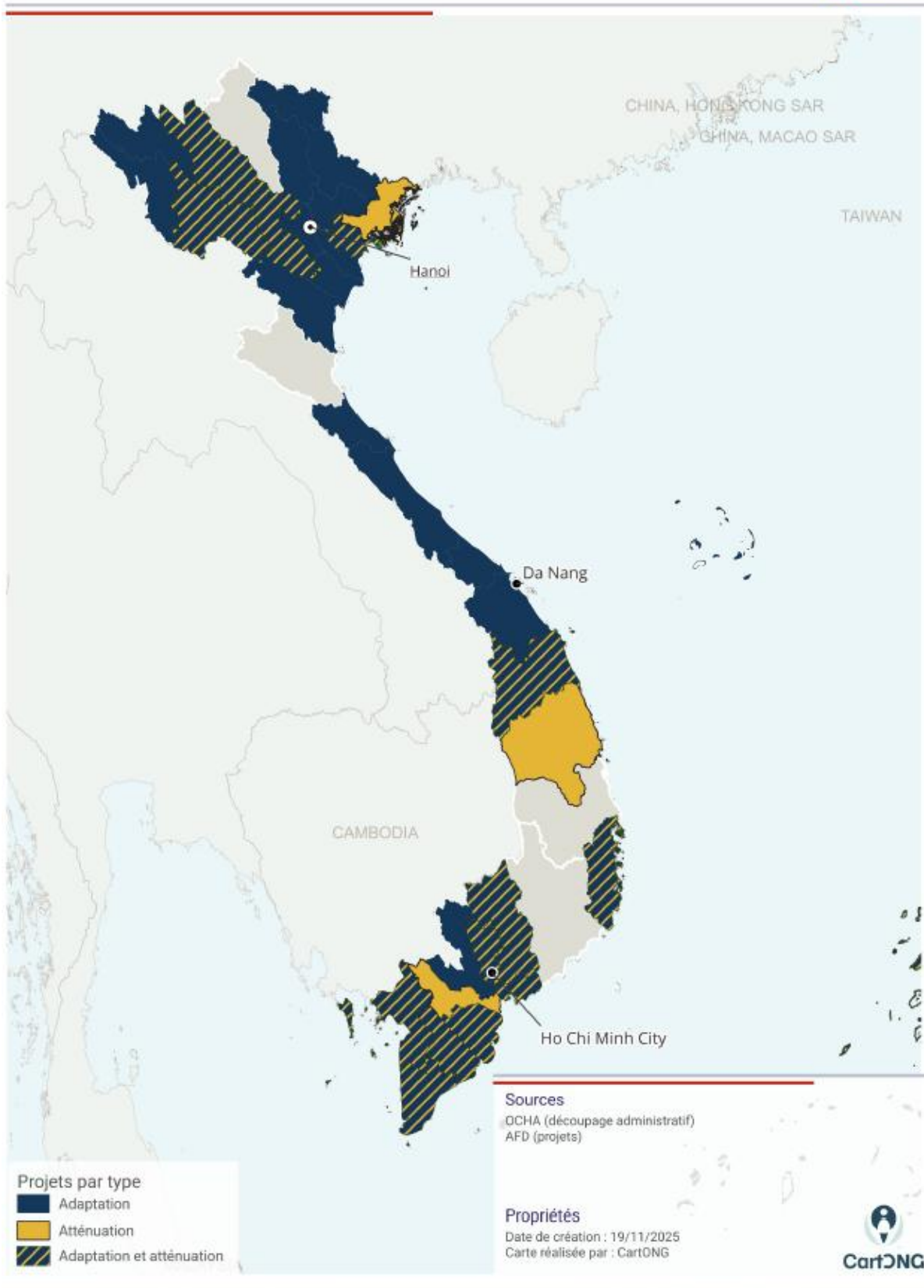


ANNEXE 2. RESSOURCES CARTOGRAPHIQUES

VIETNAM - Risques d'inondations fluviales et cotières







ANNEXE 3. CADRE DE REDEVABILITE

Indicateur	Source	2021	2022	2023	2024
Contribution du pays/territoire aux grandes signatures du Groupe AFD (indicateurs du POS)					
Nb de bénéficiaires totaux	Phare ODD	1 279 000	500 000	1 400 000	547 800
TeqCO2 évitées		-716 496		-102 900	-48 476
Nb d'emplois créés		-	-	-	-
Contributions du pays /territoire à la finance ODD					
Finance climat (%)		100%	64%	80%	97%
Finance biodiversité (engagements annualisés)		14%	0%	6%	8%
Finance genre (%)		17%	48%	24%	9%
Finance Participation citoyenne et processus démocratiques (%)		100%	96%	74%	20%
Indicateurs spécifiques au pays/territoire*					
Nombre de bénéficiaires du projet	Phare ODD	1 143			942 558
Nombre de personnes dont la résilience climatique est accrue par le projet					926 302
Nombre de personnes dont les conditions d'accès aux équipements, infrastructures et services de base ont été améliorés				41 000	905 982
Nombre d'emplois soutenus par les interventions de l'AFD		1143			

Il est à noter que peu de projets ont été achevés sur la période 2021-2025. En effet, jusqu'en 2019, les projets octroyés ont été peu nombreux, contrairement à la période 2021-2025. Beaucoup de projets octroyés entre 2021 et 2025, avec des impacts importants, sont donc actuellement en cours de réalisation et seront achevés entre 2026 et 2030.

Afin de mettre en exergue les impacts de ces projets, ci-dessous la liste de quelques indicateurs **ex-ante** de projets octroyés entre 2021 et 2025.

Indicateur	2021	2022	2023	2024
Nombre de personnes dont la résilience climatique est accrue par le projet	50 000	152 000	578 500	50 000
Nombre de personnes dont les conditions de vie en ville ont été sécurisées suite à des crises	50 000	50 000	25 000	50 000
Nombre d'habitants et usagers des villes dont la qualité de vie a été améliorée		100 000	25 000	50 000
Nombre d'habitants d'un territoire bénéficiant d'une action de conservation/restauration de la biodiversité	110 000			
Nombre de structures intervenant dans le secteur urbain ayant bénéficié d'un renforcement de capacités	1	2	4	1

Ainsi, on constate que les projets financés par l'AFD ont un impact important sur l'adaptation face au changement climatique des populations et des territoires.

ANNEXE 4. PRESENTATION SYNTHETIQUE DE L'INTREVENTION DE L'AFD EN ASIE DU SUD-EST

L'action de l'Agence française de développement (AFD) en Asie du Sud-Est s'inscrit dans le cadre du mandat global confié au groupe AFD : accompagner la mise en œuvre de la politique française de développement durable et solidaire, en cohérence avec la stratégie Indopacifique de la France.

Le Groupe AFD intervient en Asie du Sud-Est dans plusieurs États membres de l'ASEAN : Cambodge, Indonésie, Laos, Philippines, Thaïlande et Vietnam ainsi qu'auprès du Secrétariat de l'ASEAN et de la Mekong River Commission.

Le Groupe AFD y soutient la mise en œuvre de l'Accord de Paris et l'atteinte des Objectifs de développement durable en mobilisant ses solutions de financements, son expertise technique et son réseau de partenaires pour favoriser l'émergence d'une prospérité durable dans la région. Cette mobilisation se concentre sur la co-construction de trajectoires de développement bas carbone, pro-nature et pour la réduction des inégalités avec ses clients et partenaires.

Le positionnement du groupe AFD vise à contribuer à la stabilité, à la prospérité et à la soutenabilité régionales, à travers un appui aux politiques publiques, le financement de projets d'investissement à impact et la mobilisation de la recherche et de l'expertise. Son action s'articule autour de partenariats de confiance, de long terme, avec les États, les institutions régionales, les acteurs financiers et les organisations de la société civile.

Les interventions du groupe s'articulent autour de 3 axes :

Axe 1 - Climat

Le Groupe AFD apporte son soutien aux transitions bas carbone des pays d'Asie du Sud-Est dans les secteurs de l'énergie et de la mobilité, sachant que cette zone est une des plus dynamiques économiquement avec une croissance de la demande énergétique (+66% d'ici 2040).

Cette politique climatique s'accompagne d'un investissement et d'une attention croissante aux besoins d'adaptation au changement climatique, des populations et des écosystèmes (gestion des risques de catastrophes naturelles, prise en compte du changement climatique dans les villes et zones rurales). En effet, la zone compte 4 pays parmi les 20 plus vulnérables aux catastrophes naturelles et aux impacts du changement climatiques.

Axe 2 - Économie bleue et Océans

Dans une région dominée par ses espaces marins et aquatiques (20.000 îles) dans l'espace indopacifique avec des couloirs commerciaux stratégiques, le Groupe AFD investit dans l'Économie Bleue en apportant son soutien à l'exploitation durable des ressources marines, à un transport maritime plus respectueux de l'environnement, à la réduction des pollutions en mer et la préservation de la biodiversité.

Axe 3 - Finance verte

L'atteinte des ODD en Asie du Sud-Est nécessite une forte mobilisation des moyens du secteur financier et des ressources budgétaires des États. Le Groupe AFD accompagne cette mobilisation, avec Expertise France et Proparco, en apportant son soutien au secteur financier et aux États pour l'adoption d'offres et modalités de financement plus respectueuses du climat et de la nature.

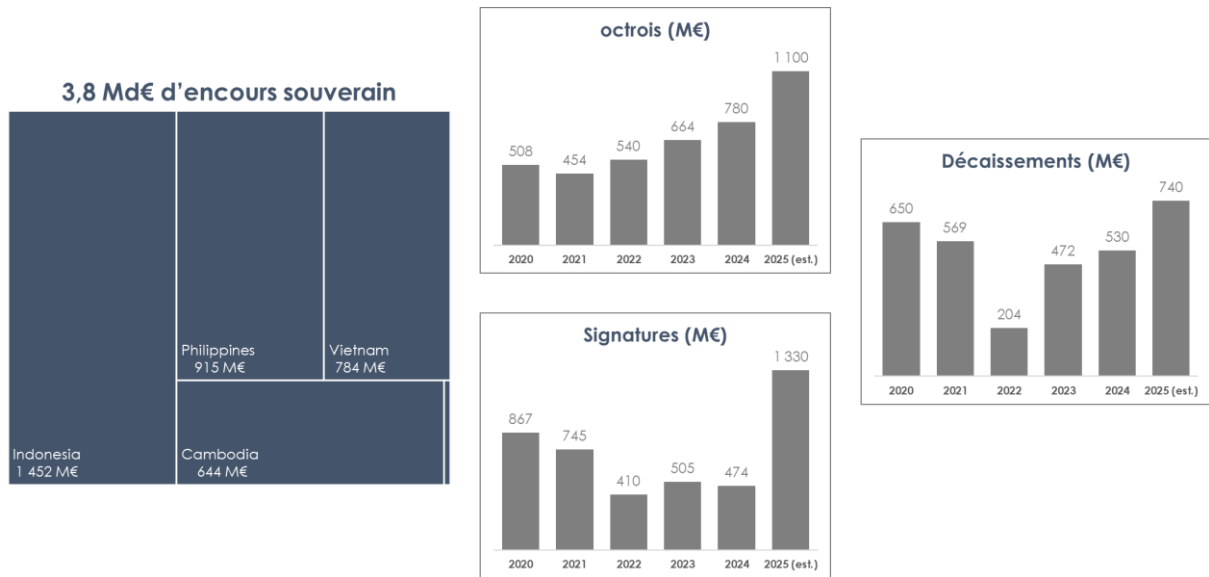
PARTENARIAT DE DÉVELOPPEMENT FRANCE-ASEAN

L'ASEAN, organisation intergouvernementale centrale de l'architecture régionale, est devenue un partenaire privilégié de l'AFD. Depuis l'obtention en 2020 par la France du statut de partenaire de développement de l'ASEAN, le groupe AFD travaille activement avec l'ASEAN pour soutenir certains axes de coopération notamment en matière de décarbonation (efficacité énergétique des bâtiments - PEEB ASEAN et Interconnexions électriques - ASEAN POWER GRID) et d'environnement (Qualité de l'air et Gestion durables des déchets des navires).

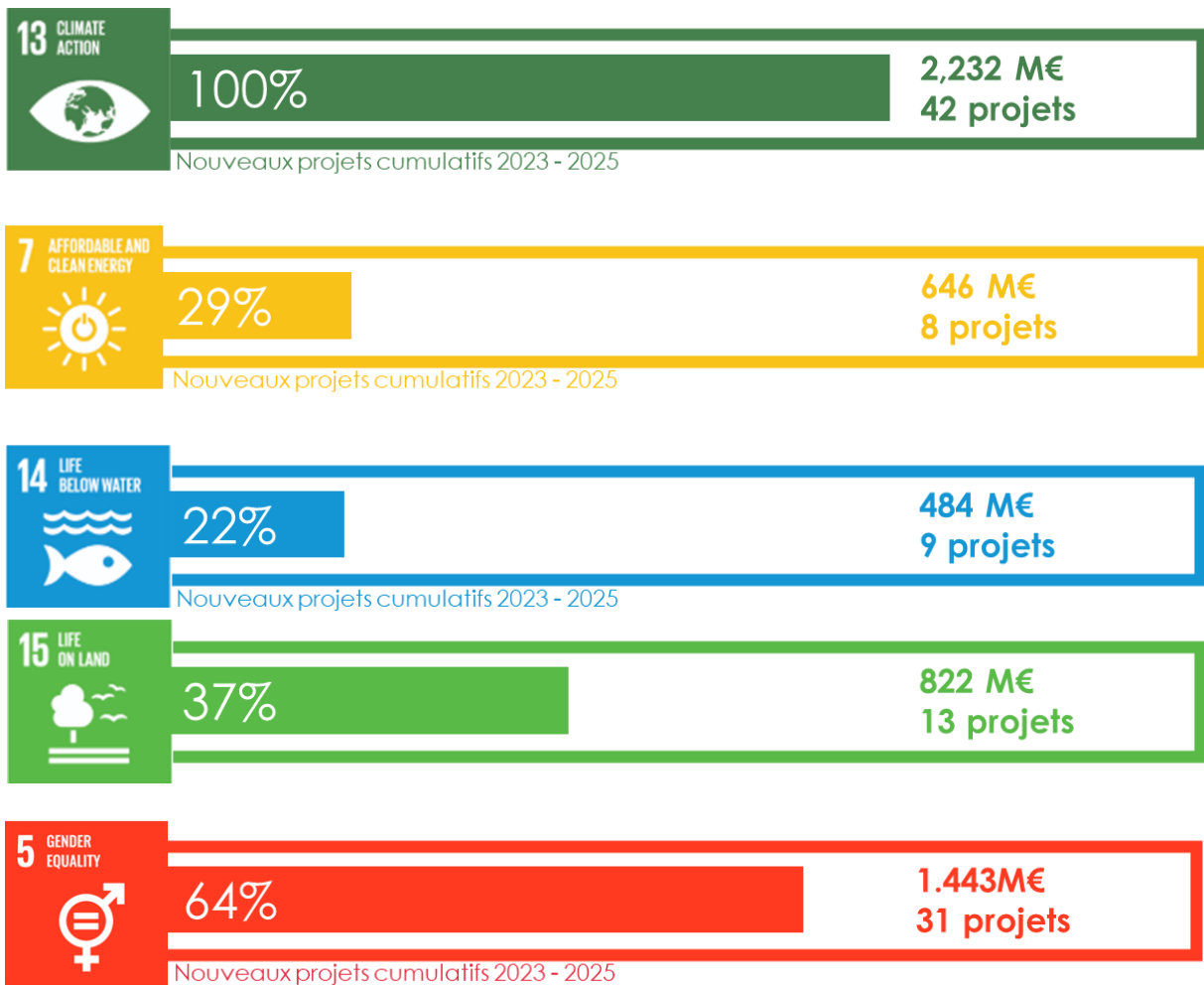


En chiffre :

L'Asie du Sud Est est une région avec un réelle dynamique financière :

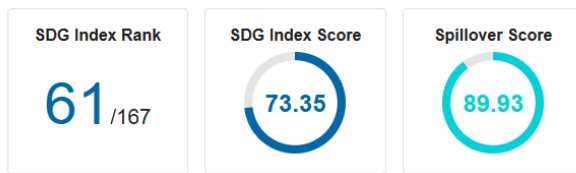


Se traduisant par des impacts en lien avec les ODD : climat / énergie / biodiversité et lien social



ANNEXE 5. NIVEAU D'ATTEINTE DES ODD AU VIETNAM

<https://dashboards.sdgindex.org/profiles/vietnam/>



SDG Dashboards and Trends

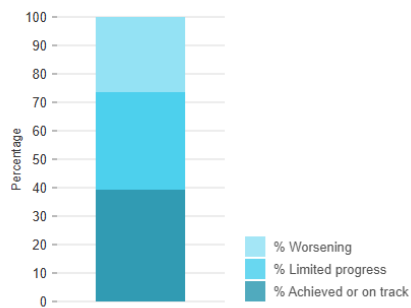
Click on a goal to view more information.



Dashboards: ● SDG achieved ● Challenges remain ● Significant challenges remain ● Major challenges remain ● Information unavailable

Trends: ↑ On track or maintaining SDG achievement ↗ Moderately improving → Stagnating ↓ Decreasing ** Trend information unavailable

Status of SDG targets for Vietnam (% trend indicators)



Pour un monde en commun

Le groupe AFD finance et accélère les transitions pour un monde plus juste, sûr et résilient, en s'engageant pour les populations avec ses partenaires, partout dans le monde. Fort de ses entités complémentaires – l'Agence française de développement pour les financements publics, Proparco pour l'investissement privé responsable, et Expertise France pour l'expertise technique – le Groupe répond à tous les enjeux liés au développement durable.

Engagé dans plus de 160 pays ainsi que dans les Outre-mer, il adapte ses interventions aux réalités du terrain, soutenant activement les initiatives locales. Avec plus de 4 000 projets alignés sur les Objectifs de développement durable (ODD), le groupe AFD, au nom des Français, mobilise tous les acteurs engagés dans le développement économique et la préservation des biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes ou encore la santé mondiale. Du côté des autres, pour un monde en commun.



www.afd.fr

Twitter : @AFD_France - Facebook : AFDOfficiel - Instagram : afd_france

5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris cedex 12 - France

Tél. : +33 1 53 44 31 31